

Puits tubulaires dans une formation rocheuse à moins de 5 m de la surface du sol Non au remblayage (article 10 - RCES)

Le ministère de l'Environnement (MENV) nous demande de vous rappeler que l'article 10 du *Règlement sur le captage des eaux souterraines* (RCES), est clair en ce qui concerne le scellement étanche pour un puits tubulaire foré dans une formation rocheuse située à moins de 5 m de profondeur de la surface du sol.

Dans tous les cas, le puisatier doit remplir l'espace annulaire « au moyen d'un matériau qui assure un scellement étanche et durable tel un mélange ciment-bentonite, tout autre type de matériau n'étant pas acceptable. » De plus, le tubage doit être ancré dans le roc par un battage au refus ou jusqu'à 0,6 m de pénétration du roc.

Certains consommateurs, de connivence avec des puisatiers moins scrupuleux de la réglementation, ont commencé à utiliser un subterfuge pour contourner l'esprit du RCES. Ainsi, pour éviter de payer les frais additionnels qu'entraîne le scellement de l'ouvrage de captage, ils remblaient ou promettent de remblayer le terrain de manière à ce que la formation rocheuse se retrouve à une profondeur de plus de 5 mètres, plutôt qu'à la profondeur réelle par rapport au niveau du sol, par exemple.

Cette façon de faire contrevient au RCES. En effet, un matériau de remplissage ne possède généralement pas les mêmes propriétés de protection que le sol naturel, d'où la pertinence de procéder au scellement de l'ouvrage, lorsque la formation rocheuse est inférieure à 5 m de la surface du sol au moment d'effectuer les travaux de forage.

Le MENV est donc à écrire une nouvelle disposition pour contrer cette pratique pour le moins douteuse. Entre-temps, les puisatiers consciencieux et respectueux de protéger la ressource « eau souterraine », doivent être vigilants et sensibiliser les consommateurs au fait que le scellement du tubage, bien que coûtant un peu plus cher, vise à préserver la qualité de l'eau souterraine en évitant l'infiltration d'eau de surface contaminée dans la zone de captage et que l'objectif, en bout de compte, est de protéger la santé des consommateurs!

Puits de surface Application de l'article 11 suspendue (norme sur les conduites de béton)

À l'article 11 des dispositions du *Règlement sur le captage des eaux souterraines* (RCES) entré en vigueur en juin 2003, on peut lire que « celui qui aménage un puits de surface doit s'assurer que le tubage soit revêtu de la norme de conformité NQ-2622-126, s'il est fait de cylindre de béton. »

Or, manufacturiers de cylindres de béton et puisatiers ont informé le ministère de l'Environnement (MENV), des difficultés d'application de cette norme qui porte habituellement sur des cylindres utilisés pour l'aménagement de conduites d'évacuation des eaux usées. En pratique, il est très difficile de respecter cette norme pour des puits de surfaces aménagés verticalement.

Par ailleurs, il n'existe actuellement aucun matériau normé par le Bureau de la normalisation du Québec (BNQ) pour un usage spécifique d'aménagement de puits de surface.

Par conséquent, le ministère de l'Environnement a décidé de suspendre administrativement, en attendant une modification réglementaire, l'application de la norme NQ-2622-126 à laquelle fait référence l'article 11 du RCES pour l'aménagement de puits de surface.

[...] ces distances minimales doivent non seulement être respectées dans les cas des systèmes de traitement des eaux usées installés sur le terrain du demandeur de permis, mais également par rapport à tout système de traitement des eaux usées installé sur les lots voisins.

Puits tubulaires et systèmes non étanches de traitement des eaux usées Trente mètres à respecter (article 5)

L'article 5 du *Règlement sur le captage des eaux souterraines* (RCES) stipule que les distances séparant un nouvel ouvrage de captage d'eau souterraine (peu importe son usage) des systèmes étanches et non étanches de traitement des eaux usées doivent être de 15 et de 30 mètres respectivement. Dans le *Guide technique - Captage des eaux souterraines et traitement des eaux usées des résidences isolées*, le ministère de l'Environnement (MENV) indique clairement que ces distances doivent nécessairement être respectées si les dimensions du terrain le permettent. Il s'agit d'une obligation réglementaire et non d'un souhait!

Dans le cas d'un système non étanche, lorsque la distance de 30 mètres ne peut être respectée, il est permis d'aménager un puits tubulaire scellé à une distance moindre de 30 mètres, mais supérieure ou égale à 15 mètres. Cependant, cette situation ne doit pas être une pratique courante, mais plutôt un cas d'exception. De plus, l'espace annulaire doit alors être obligatoirement scellé à l'aide d'un matériau imperméable, tel un mélange de ciment-bentonite.

Le Guide technique indique d'ailleurs ce que le MENV considère comme cas d'exception qui peuvent justifier une diminution de la distance 30 mètres :

- Les dimensions du terrain lors de l'aménagement de l'ouvrage de captage;
- Les bâtiments existants sur le terrain du requérant, au 15 juin 2002;
- Les systèmes de traitement d'eaux usées situés chez l'un des voisins ne permettant pas de respecter les 30 mètres.

Le Guide stipule également que ces distances minimales doivent non seulement être respectées dans les cas des systèmes de traitement des eaux usées installés sur le terrain du demandeur de permis, mais également par rapport à tout système de traitement des eaux usées installé sur les lots voisins. Enfin, ces distances doivent aussi être respectées dans le cas des ouvrages de captage non destinés à des fins de consommation humaine.

Daniel Schanck

Directeur général de l'AESEQ
 et directeur des Liaisons régionales
 1 800 468-8160 ou
 (514) 353-9960, poste 168
dschanck@apcha.com